

BULLETIN DES POSTES VACANTS AU QUÉBEC



PREMIER
TRIMESTRE
2025

APRÈS UN LÉGER REBOND, LE NOMBRE DE POSTES
VACANTS RECULE À NOUVEAU

Faits saillants du premier trimestre de 2025 (janvier à mars)

Le Bulletin des postes vacants est divisé en deux parties, la première présentant les données désaisonnalisées, et la seconde, les données détaillées non désaisonnalisées.

Principaux résultats de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) (désaisonnalisés)

- Au premier trimestre de 2025, après une première hausse en plus de deux ans au trimestre précédent, le Québec a connu une autre baisse trimestrielle du nombre de postes vacants. Celui-ci est en effet passé de 129 910 à 120 385, en baisse de 9 525 (-7,3 %) par rapport au trimestre précédent. Le nombre de postes vacants au Canada était également en baisse de 3,8 % (-20 645) pour la même période.
- La seule province où le nombre de postes vacants a augmenté entre le quatrième trimestre de 2024 et le premier trimestre de 2025 est l'Ontario, avec une hausse de 1,8 % (+3 360).
- La demande de main-d'œuvre, qui correspond à la somme des postes occupés par des employés (3 906 555) et des postes vacants (120 385), s'élevait à plus de quatre millions au Québec au premier trimestre de 2025, en légère hausse (+5 225; +0,1 %) par rapport au trimestre précédent.
- Entre le premier trimestre de 2024 et celui de 2025, le nombre de postes vacants était en baisse dans 13 des 16 régions administratives¹ du Québec, celles de Laval (+850; +15,4 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (+400; +14,1 %) et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+125; +12,7 %) étant les seules à avoir connu des hausses.
- Les baisses les plus importantes en pourcentage ont été observées dans les régions suivantes : Laurentides (-38,8 %), Outaouais (-32,2 %), Capitale-Nationale (-25,1 %) et Saguenay-Lac-Saint-Jean (-23,9 %).
- Au premier trimestre de 2025, trois régions économiques québécoises, sur 69 au Canada, se trouvaient parmi les six ayant connu les taux de postes vacants les plus élevés au Canada. Il s'agit des régions de l'Estrie (4,8 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (4,7 %) et de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (4,5 %).

Résultats détaillés de l'EPVS (non désaisonnalisés)

- Le nombre de postes vacants de longue durée (depuis 90 jours ou plus), se situait à 40 415, au premier trimestre de 2025. En pourcentage, la baisse du nombre de postes vacants de longue durée s'élève à 28,7 % depuis le premier trimestre de 2024 et a diminué de plus de moitié (-51,8 %) sur deux ans.
- À 45 220, le nombre de postes vacants de courte durée (moins de 30 jours) dépasse celui de longue durée au premier trimestre de 2025 pour un quatrième trimestre consécutif.
- Entre le premier trimestre de 2024 et celui de 2025, le salaire moyen offert pour les postes vacants a crû de 4,7 % pour ceux requérant des études secondaires complétées et à 8,4 % pour ceux exigeant un baccalauréat. L'importante baisse du nombre de postes vacants requérant un diplôme d'études secondaires ou moins, qui sont les moins bien rémunérés, a toutefois poussé à la hausse la croissance moyenne du salaire offert pour l'ensemble des postes vacants; elle était de 9,7 %.
- Entre le premier trimestre de 2021 et celui de 2025, la part des postes exigeant au plus un diplôme d'études secondaires (DES) est passé de 52,5 % (77 420 postes vacants) à 38,7 % (44 735 postes vacants).
- Le nombre de postes vacants a reculé dans la majorité des secteurs d'activité entre le premier trimestre de 2024 et celui de 2025, seulement trois d'entre eux ont connu une augmentation : administrations publiques (+12,2 %), construction (+6,0 %) et services immobiliers et services de location et de location à bail (+4,2 %).

¹ L'EPVS regroupe les données de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

À propos de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS)

L'EPVS de Statistique Canada, créée en 2015, permet de suivre l'évolution des postes vacants au Québec et au Canada. Un niveau élevé de postes vacants, des variations importantes à la hausse et, surtout, leur durée témoignent généralement d'un marché du travail où la main-d'œuvre disponible est plus rare et où les difficultés de recrutement tendent à augmenter.

Les postes vacants reflètent aussi le roulement normal de la main-d'œuvre, qui est plus élevé pour certains types d'emplois qui nécessitent souvent peu de qualifications. Les données concernant les postes vacants sont donc, avant tout, indicatrices du type de postes disponibles à court terme, mais pas nécessairement des tendances à moyen ou à long terme sur le marché du travail. De ce fait, les caractéristiques des postes vacants, telles que la scolarité ou la profession, ne sont pas l'outil le plus approprié pour déterminer les choix de carrière ou l'orientation professionnelle. Les personnes à la recherche d'information utile à ce propos sont invitées à consulter l'hyperlien « https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/rapport/Diagnostic_516_Professions_VF.pdf ».

Traitement partiel des effets saisonniers dans l'EPVS

La demande de main-d'œuvre fluctue avec le niveau de l'activité économique au gré des saisons. Elle gagne généralement en vigueur au printemps et à l'été, et tend à diminuer à l'automne et à l'hiver. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre peuvent, pour cette raison, mener à des diagnostics erronés – si, par exemple, l'activité augmente comme elle le fait en haute saison chaque année alors que sa tendance est à la baisse, ou qu'elle diminue pendant la saison creuse alors que sa tendance est à la hausse. La désaisonnalisation est une technique statistique qui permet de neutraliser l'effet habituel des saisons pour ne conserver que les mouvements de fond.

Seules les statistiques principales de l'EPVS sont disponibles sous forme désaisonnalisée. Ces statistiques principales se limitent au nombre d'emplois salariés, au nombre de postes vacants et au taux de postes vacants pour le Canada, les provinces et les territoires ainsi que les régions. Ces statistiques permettent également de calculer le rapport entre le nombre de personnes en chômage et le nombre de postes vacants sous forme désaisonnalisée, pour le Canada et les provinces seulement (le taux de chômage n'étant pas disponible sous forme désaisonnalisée dans le cas des régions).

La majeure partie des données de l'EPVS est uniquement disponible sous forme non désaisonnalisée pour ce qui concerne les provinces, les territoires et les régions. Il s'agit notamment des données par industrie et par profession, et des caractéristiques des postes vacants telles que leur durée ou l'expérience et la scolarité exigées.

L'analyse des statistiques principales désaisonnalisées de l'EPVS, qui peuvent être comparées d'un trimestre à l'autre sans craindre que l'effet des saisons ne conduise à un diagnostic erroné, est présentée dans la première partie du *Bulletin*. Les données détaillées non désaisonnalisées, qui ne demeurent comparables que d'une année à l'autre, sont analysées dans la deuxième partie.

Révision des estimations de l'EPVS

Les estimations des trimestres récents sont révisées sur une base régulière par Statistique Canada.

Principaux résultats de l'EPVS (données désaisonnalisées)

Nouvelle baisse du nombre de postes vacants

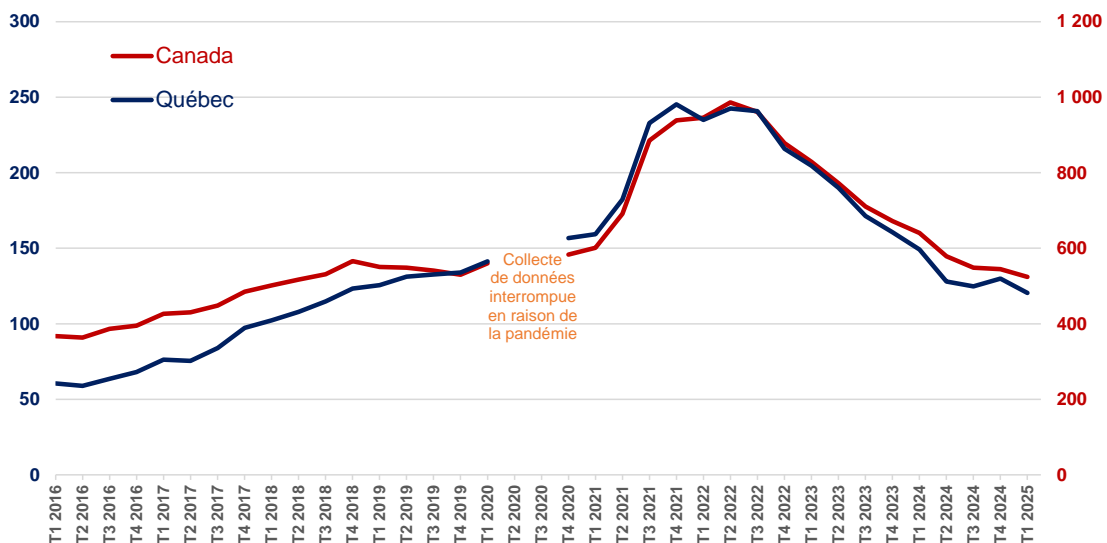
Au premier trimestre de 2025, après une première hausse en plus de deux ans au trimestre précédent, le Québec a connu une autre baisse trimestrielle du nombre de postes vacants. Celui-ci est en effet passé de 129 910 à 120 385, en baisse de 9 525 (-7,3 %) par rapport au trimestre précédent. Depuis le premier trimestre de 2024 il est également en baisse (-28 860; -19,3 %) ainsi que depuis le sommet de 245 185 du quatrième trimestre de 2021 (-124 800; -50,9 %).

La seule province où le nombre de postes vacants a augmenté entre le quatrième trimestre de 2024 et le premier trimestre de 2025 est l'Ontario, avec une hausse de 1,8 % (+3 360), l'Île-du-Prince-Édouard étant, de son côté, la province qui a connu la baisse la plus importante en termes relatifs (-210; -7,7 %). Depuis un an, toutes les provinces ont vu leur nombre de postes vacants diminuer.

Quatre provinces, parmi lesquelles se trouve le Québec (-13 555; -10,1 %), ont connu des baisses du nombre de postes vacants depuis la période prépandémique (quatrième trimestre de 2019). Les trois autres provinces sont la Colombie-Britannique (-10 345; 10,8 %), le Nouveau-Brunswick (-830; -8,6 %) et l'Ontario (-7 255; -3,7 %).

Le nombre de postes vacants au Canada était également en baisse de 46,8 % (-461 600) depuis le sommet de 985 870 qui avait été atteint au deuxième trimestre de 2022.

Graphique 1 – Évolution du nombre de postes vacants au Québec et au Canada, du 1^{er} trimestre 2016 au 1^{er} trimestre 2025 (données désaisonnalisées, en milliers)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

La demande de main-d'œuvre en légère hausse

La demande de main-d'œuvre, qui correspond à la somme des postes occupés par des employés (3 906 555) et des postes vacants (120 385), s'élevait à plus de quatre millions au Québec au premier trimestre de 2025, en légère hausse (+5 225; +0,1 %) par rapport au trimestre précédent. Cette hausse était essentiellement attribuable à l'augmentation du nombre d'employés salariés (+14 750 ; +0,4 %). Bien qu'elle ait augmenté au cours des deux derniers trimestres, la demande de main-d'œuvre semble avoir plafonné depuis environ deux ans.

La demande de main-d'œuvre demeure également plus basse que le sommet enregistré au premier trimestre de 2023 (-30 060; -0,7 %), à la lumière des effets contrastés de la

baisse du nombre de postes vacants (-84 285; -34,4 %) et de la hausse du nombre d'employés salariés (+54 225; +1,4 %). Par rapport au niveau de la demande de main-d'œuvre enregistré un an auparavant, celui du plus récent trimestre est légèrement plus élevé (+13 195; +0,3 %), résultat combiné de la hausse de 42 055 (+1,1 %) du nombre d'employés salariés et de la baisse du nombre de postes vacants (-28 860; -19,3 %).

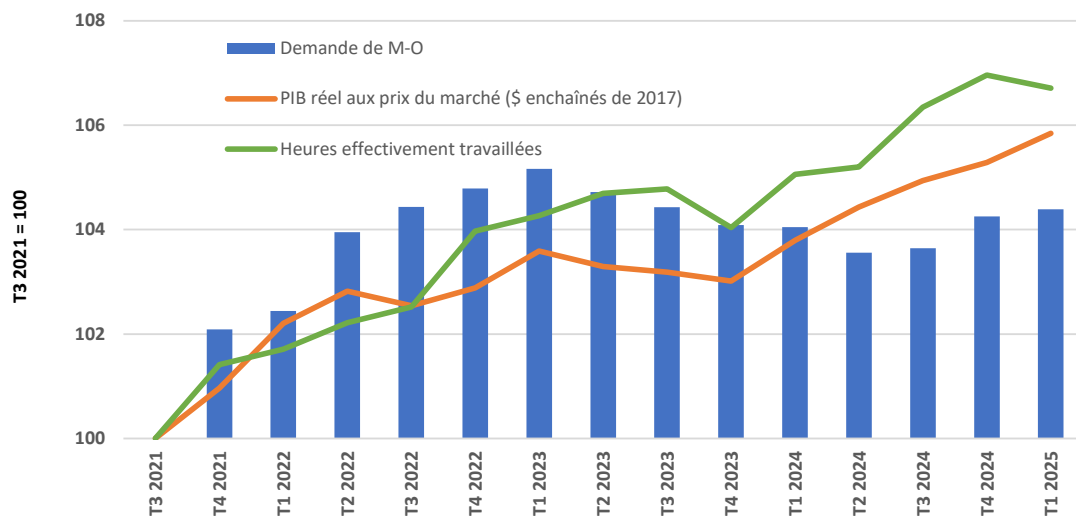
Graphique 2 – Employés salariés, postes vacants et demande de main-d'œuvre au Québec, du 4^e trimestre 2019 au 1^{er} trimestre 2025 (données désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Les mouvements de la demande de main-d'œuvre observés au cours des deux dernières années ont initialement coïncidé avec une stagnation de l'économie (PIB) et du nombre d'heures travaillées, qui ont repris de la vigueur au cours des plus récents trimestres. Cette récente vigueur retrouvée est d'ailleurs en phase avec la tendance à la hausse de la demande de main-d'œuvre, impliquant une possible hausse du nombre de postes vacants, mais qui risque encore d'être plombée, d'une part, par les récentes politiques commerciales de l'administration américaine et, d'autre part, par l'imprévisibilité de la situation économique que cette même administration impose par ses déclarations souvent contradictoires.

Graphique 3 – Demande de main-d'œuvre, heures travaillées et PIB réel au Québec, du 3^e trimestre 2021 au 1^{er} trimestre 2025 (données désaisonnalisées)



Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires* et *Enquête sur la population active*; INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Principaux indicateurs économiques conjoncturels*.

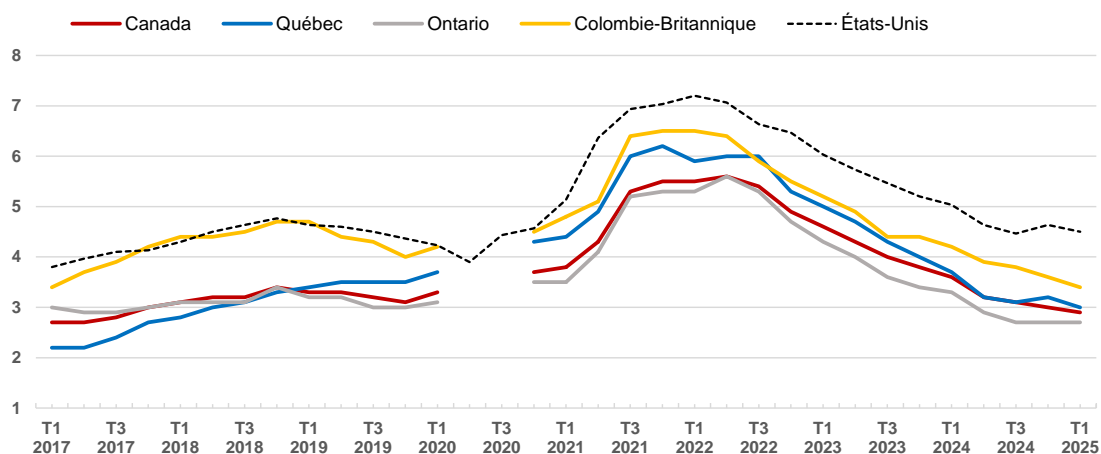
Le taux de postes vacants recule de près de la moitié en deux ans

Après un sommet de 6,2 % atteint au quatrième trimestre de 2021, le taux de postes vacants, tout comme leur nombre, a entamé un lent recul pour onze trimestres

consécutifs au Québec, en baisse de près de la moitié. La légère hausse (+0,1 p.p.) à 3,2 % observée au quatrième trimestre de 2024 a fait place à une nouvelle baisse au premier trimestre de 2025, le taux de postes vacants s'étant replié à 3,0 %, une baisse de 0,2 p.p. par rapport au trimestre précédent.

Lors du dernier trimestre, le taux de postes vacants du Québec était supérieur à celui de l'ensemble du Canada (2,9 %) pour un deuxième trimestre de suite (après deux trimestres où ils étaient égaux). Il faut remonter à 2018 pour observer un taux de postes vacants au Québec qui soit inférieur à celui du Canada. Après avoir été longtemps parmi les plus élevés, le taux de postes vacants québécois a entamé une baisse, le reléguant au sixième rang parmi les dix provinces canadiennes. L'Île-du-Prince-Édouard, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique étaient ex-aequo au premier rang au premier trimestre de 2025, avec un taux de postes vacants de 3,4 %. Aux États-Unis, le taux de postes vacants a suivi la même trajectoire qu'au Canada, mais demeurait plus élevé (4,5 %) que dans chacune des provinces.

Graphique 4 – Taux de postes vacants au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique, au Canada et aux États-Unis, du 1^{er} trimestre 2017 au 1^{er} trimestre 2025 (données désaisonnalisées, en pourcentage)

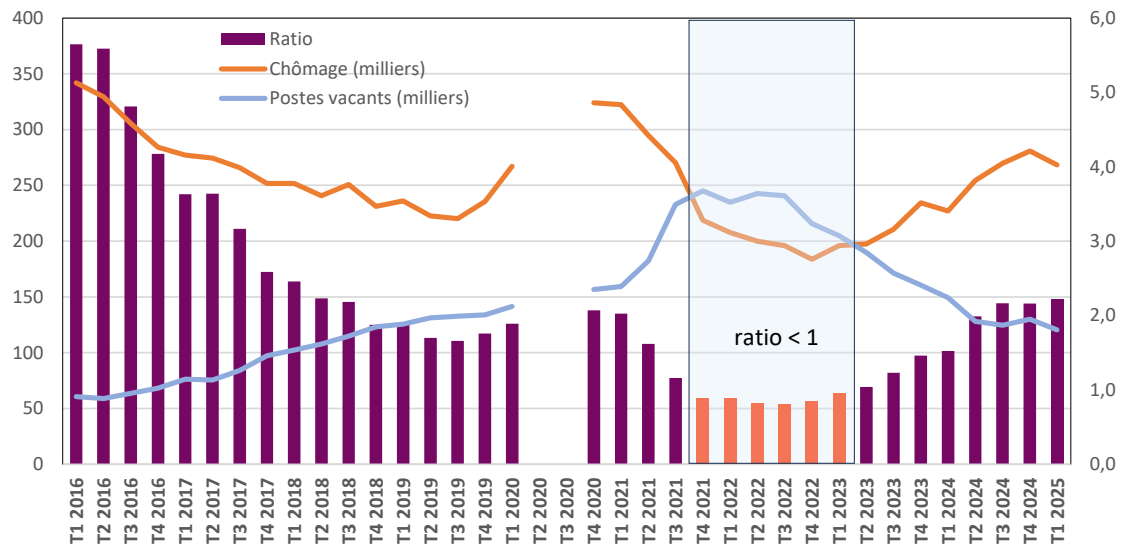


Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires* (Canada et provinces) et U.S. BUREAU OF LABOR STATISTICS, *Job Openings and Labor Turnover Survey* (États-Unis).

Un peu plus de deux personnes en chômage pour chaque poste vacant

Pendant la période du quatrième trimestre de 2021 au premier trimestre de 2023, alors que le nombre de chômeurs déclinait jusque sous la barre des 200 000, le nombre de postes vacants atteignait des sommets (245 185 au quatrième trimestre de 2021), il y avait au Québec moins d'une personne en chômage pour chaque poste vacant. Un lent renversement de situation, avec une hausse graduelle du nombre de chômeurs combinée au recul du nombre de postes vacants, a fait grimper ce ratio qui plafonne à 2,2 depuis le troisième trimestre de 2024. Il s'agit d'un ratio qui n'avait pas été observé depuis plus de six ans, soit au troisième trimestre de 2018.

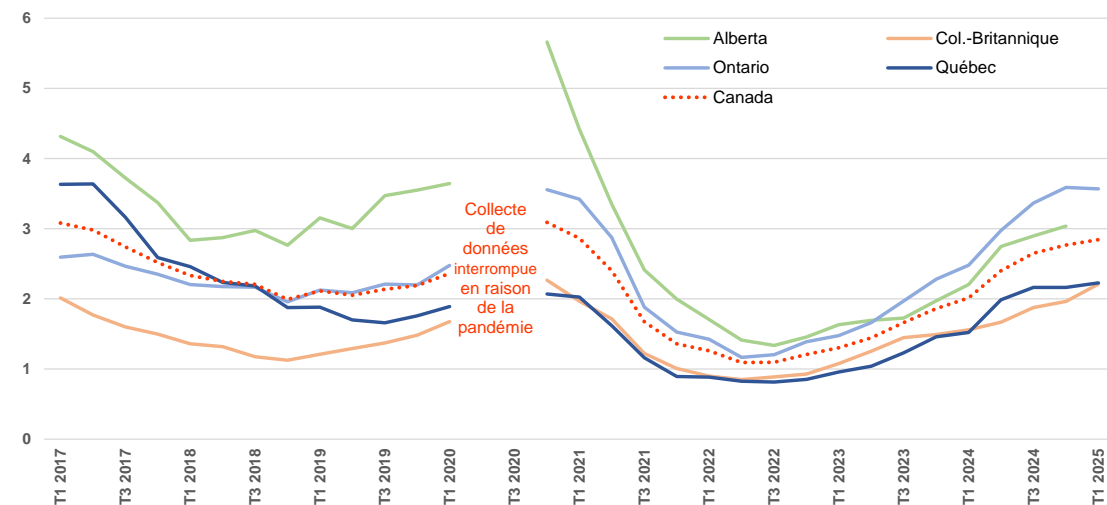
Graphique 5 – Personnes en chômage, postes vacants et ratio des personnes en chômage par poste vacant au Québec, du 1^{er} trimestre 2016 au 1^{er} trimestre 2025 (données désaisonnalisées)



Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires* et *Enquête sur la population active* (données désaisonnalisées).

Après avoir souvent fréquenté le premier rang des ratios les plus faibles des provinces au cours de plusieurs trimestres de 2021, 2022 et 2023, le Québec est demeuré en 2024 et 2025 parmi les provinces ayant l'un des ratios les plus faibles. Au premier trimestre de 2025, le Québec avait le deuxième ratio le plus faible (2,2), à égalité avec la Colombie-Britannique et derrière la Saskatchewan (1,9). Par ailleurs, toutes les provinces ont vu leur ratio de personnes en chômage par poste vacant augmenter sensiblement depuis deux ans. Il atteignait 3,6 en Ontario au premier trimestre de 2025, alors que la moyenne canadienne se situait à 2,8.

Graphique 6 – Ratio des personnes en chômage par poste vacant au Canada, au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta du 1^{er} trimestre 2017 au 1^{er} trimestre 2025 (données désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

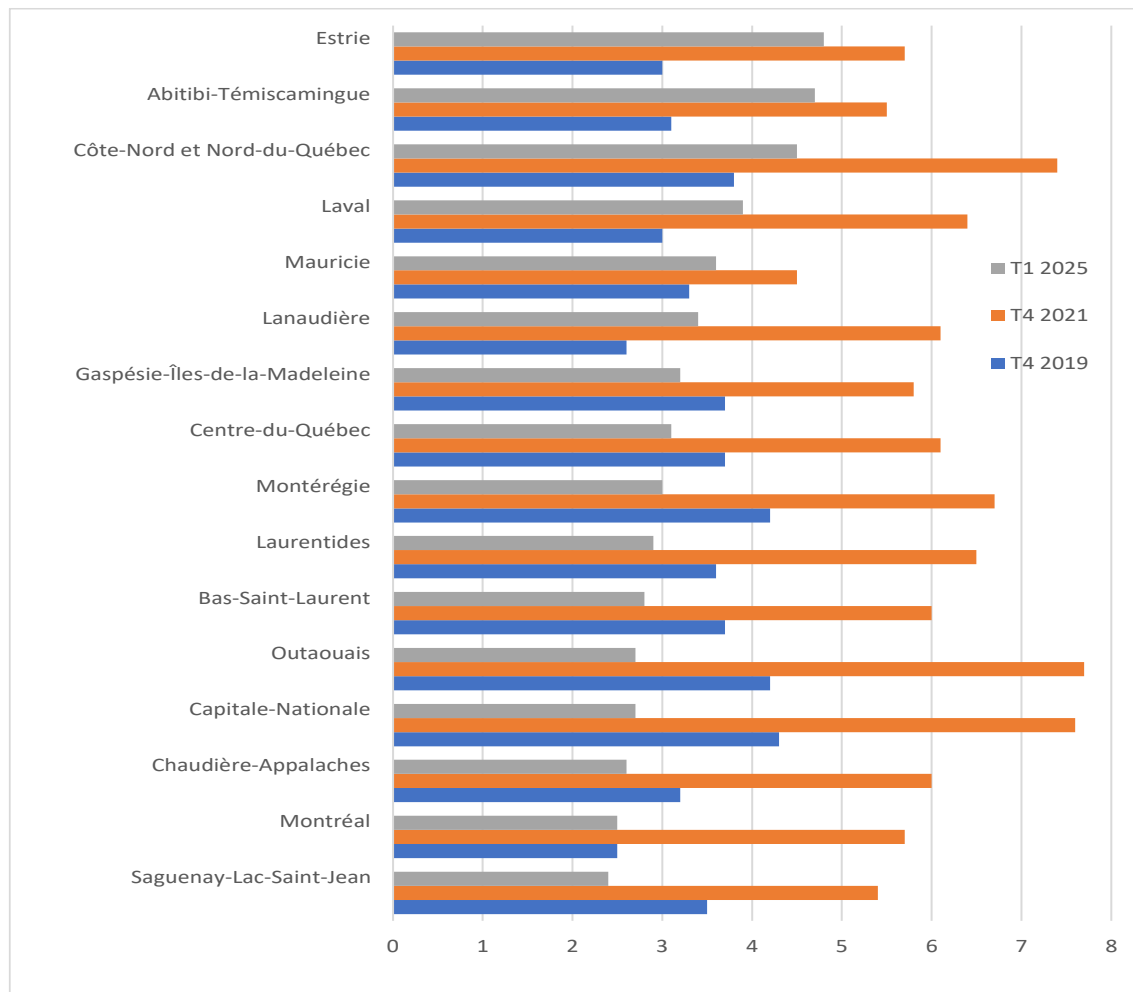
L'Estrie et l'Abitibi-Témiscamingue conservent les taux de postes vacants parmi les 10 plus élevés au Canada

Entre le premier trimestre de 2024 et celui de 2025, le nombre de postes vacants était en baisse dans 13 des 16 régions administratives du Québec, celles de Laval (+850; +15,4 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (+400; +14,1 %) et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+125; +12,7 %) étant les seules à avoir connu des hausses. Les baisses les plus importantes en pourcentage ont été observées dans les régions suivantes : Laurentides (-38,8 %), Outaouais (-32,2 %), Capitale-Nationale (-25,1 %) et Saguenay-Lac-Saint-Jean (-23,9 %).

Au premier trimestre de 2025, trois régions économiques québécoises, sur 69 au Canada, se trouvaient parmi les six ayant les taux de postes vacants les plus élevés au Canada. Il s'agit des régions de l'Estrie (4,8 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (4,7 %) et de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (4,7 %). Ces régions affichent aussi davantage de postes vacants qu'avant la pandémie. Le nombre de postes vacants a presque doublé dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (+1 550 ; +92,3 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+1 770 ; +83,9 %) depuis le quatrième trimestre de 2019.

La région de Laval, avec un taux de postes vacants de 3,9 %, se classait quant à elle au 12^e rang parmi les 69 régions économiques du Canada, la région québécoise suivante, qui se classait au 16^e rang, étant la Mauricie (3,6 %). Suivait ensuite, au 20^e rang, la région de Lanaudière (3,4 %).

Graphique 7 – Taux de postes vacants dans les régions administratives, avant la pandémie (4^e trimestre 2019), au sommet québécois (4^e trimestre 2021) et au 1^{er} trimestre 2025 (données désaisonnalisées, en pourcentage)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Le nombre de postes vacants était en baisse dans onze régions administratives du Québec entre le quatrième trimestre de 2024 et le premier trimestre de 2025. Les régions

qui ont connu les plus fortes diminutions, en pourcentage, sont les Laurentides, (-36,8 %), l'Estrie (-15,5 %) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (-15,3 %). L'Estrie a tout de même conservé le taux de postes vacants le plus élevé au Québec (4,8 %).

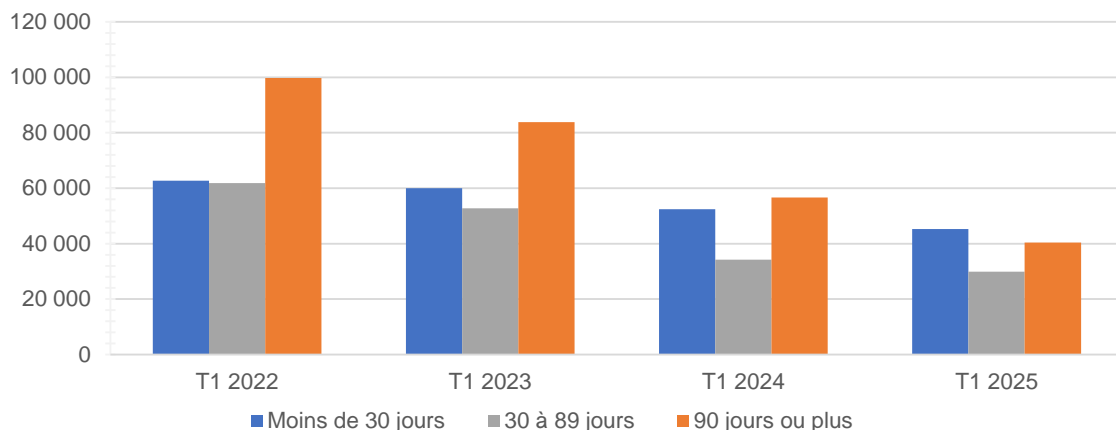
Résultats détaillés de l'EPVS (non désaisonnalisés)

Plus de postes vacants de courte durée que de longue durée

Sur une base non désaisonnalisée, le nombre total de postes vacants s'élevait à 115 515 au Québec au premier trimestre de 2025. Quant au nombre de postes vacants de longue durée (depuis 90 jours ou plus), depuis le sommet de 113 130 au troisième trimestre de 2022 au Québec, il a pris une forte tendance baissière et se situe maintenant à 40 415, au premier trimestre de 2025. En pourcentage, la baisse du nombre de postes vacants de longue durée s'élève à 28,7 % (-16 265) depuis le premier trimestre de 2024 et a diminué de plus de la moitié (-43 365 ; -51,8 %) sur deux ans.

À 45 220, le nombre de postes vacants de courte durée (moins de 30 jours) dépasse celui de longue durée au premier trimestre de 2025 pour un quatrième trimestre consécutif. Le nombre de postes vacants de courte durée a également diminué, mais à un rythme plus lent. Leur part dans l'ensemble des postes vacants a ainsi augmenté, passant de 30,5 % au premier trimestre de 2023 à 36,6 % au premier trimestre de 2024 et à 39,1 % à celui de 2025. La proportion des postes vacants de longue durée est quant à elle passée de 42,6 % à 35,0 % au cours de la même période.

Graphique 8 – Évolution du nombre de postes vacants selon la durée d'affichage, Québec, 1^{er} trimestre de 2021, 2022, 2023 et 2024 (données non désaisonnalisées)



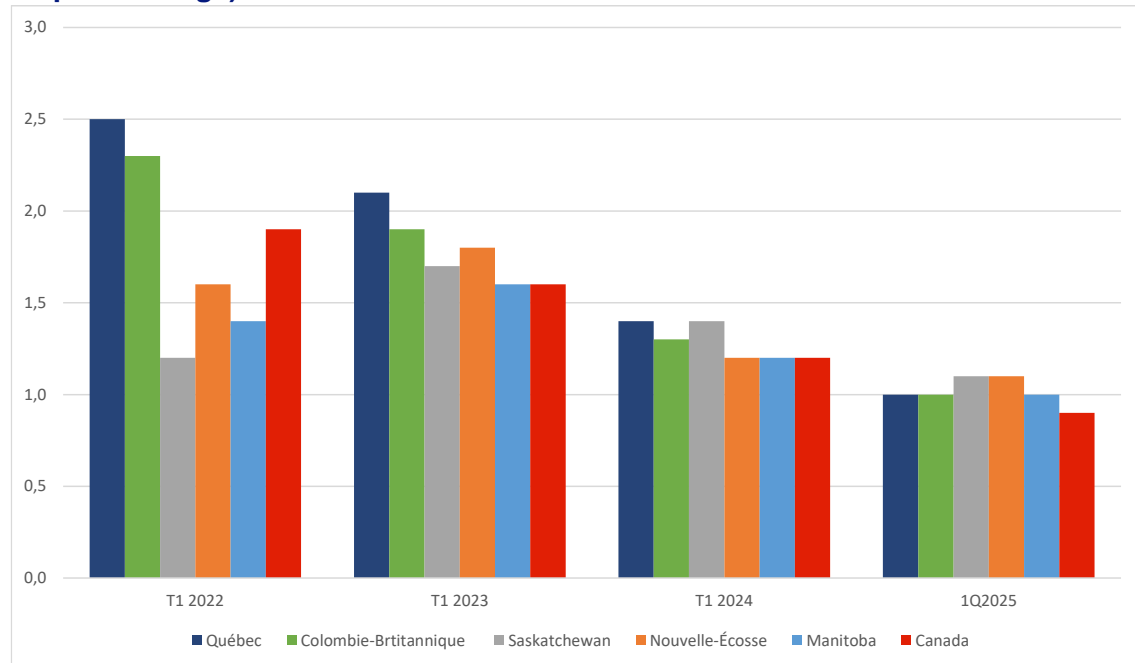
Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Bien qu'elle ait diminué au cours des dernières années, cette proportion de 35,0 % des postes vacants de 90 jours ou plus au Québec demeurerait parmi les plus élevés des provinces canadiennes. En effet, le Québec se situait au troisième rang parmi les provinces canadiennes au premier trimestre de 2025. Au cours des mêmes trimestres de 2023 et 2024, le Québec avait affiché le deuxième et troisième rang parmi les provinces du Canada.

Le taux de postes vacants de longue durée a continué à diminuer dans la même foulée. Après avoir souvent occupé les premier et deuxième rangs la majeure partie de 2021, 2022 et 2023, le Québec est passé au troisième rang parmi les provinces à ce chapitre au premier trimestre de 2025. Il occupait le deuxième rang au trimestre précédent, tout comme un an auparavant. Au premier trimestre de 2025, le taux de postes vacants de longue durée, à 1,0 %, comptait pour moins de la moitié de ce qu'il était deux ans auparavant (2,1 % au premier trimestre de 2023). Pour ce même premier trimestre de 2025, ce sont la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan qui avaient les taux de postes vacants de longue durée les plus élevés au pays, à 1,1 %, suivi de trois provinces,

incluant le Québec, à égalité avec la Colombie-Britannique et le Manitoba (1,0 %). Il était à 0,7 % en Ontario et à 0,9 % dans l'ensemble du Canada.

Graphique 9 – Taux de postes vacants de longue durée (depuis 90 jours et plus), Québec, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Nouvelle-Écosse, Manitoba et ensemble du Canada, 1^{er} trimestre, 2022 à 2025 (données non désaisonnalisées, en pourcentage)



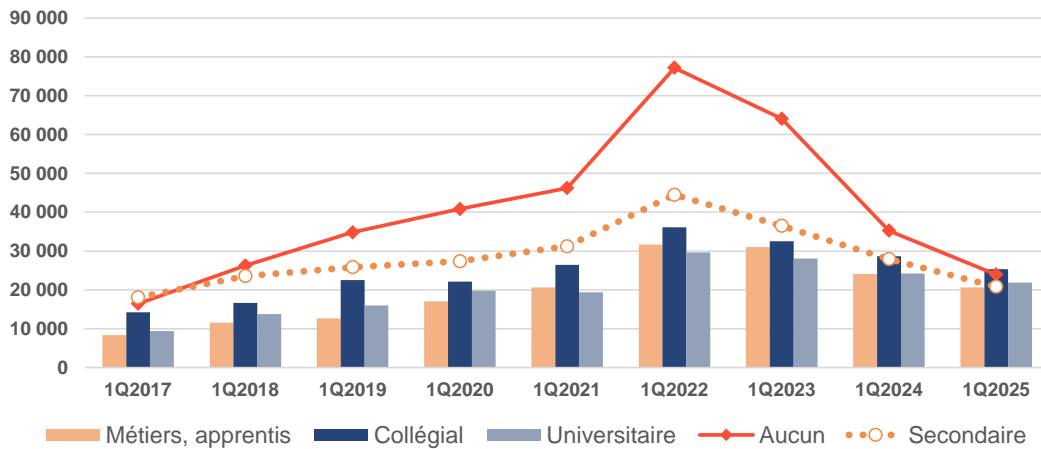
Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

La proportion de postes vacants n'exigeant pas plus qu'un diplôme d'études secondaires continue de diminuer

Au Québec, le nombre de postes vacants a continué de baisser au premier trimestre de 2025, quelle que soit la scolarité recherchée. C'est le nombre de postes vacants dont les exigences en matière de scolarité sont peu élevées qui a le plus diminué en pourcentage :

- Entre le premier trimestre de 2021 et celui de 2025, la part des postes exigeant au plus un diplôme d'études secondaires (DES) est passé de 52,5 % (77 420 postes vacants) à 38,7 % (44 735 postes vacants). Plus de la moitié de ces postes vacants (23 935) ne requérait aucun certificat ou diplôme scolaire.
- Depuis le sommet du premier trimestre de 2022, les postes exigeant tout au plus un DES ont été à l'origine de 70,8 % de la baisse de 108 775 postes vacants au Québec. Les postes pour lesquels aucun certificat ou diplôme scolaire n'était demandé ont représenté à eux seuls 49,0 % de la baisse.
- Il en a résulté qu'au premier trimestre, la proportion de postes vacants qui exigeaient une formation universitaire (baccalauréat ou plus), qui était de 13,1 % en 2021, avait grimpé à 18,9 % en 2025.
- Le nombre de postes vacants est ainsi au niveau du premier trimestre de 2018 pour les postes exigeant au plus un diplôme secondaire au premier trimestre de 2025, alors qu'il redevenait plus élevé autant pour les métiers et les apprentis que pour les diplômés de niveau collégial ou universitaire. Ainsi, la répartition des postes vacants selon le niveau de scolarité s'est rapprochée de ce qu'elle était avant la pandémie.

Graphique 10 – Évolution du nombre de postes vacants selon le certificat ou le diplôme demandé au 1^{er} trimestre, 2017 à 2025 (données non désaisonnalisées)

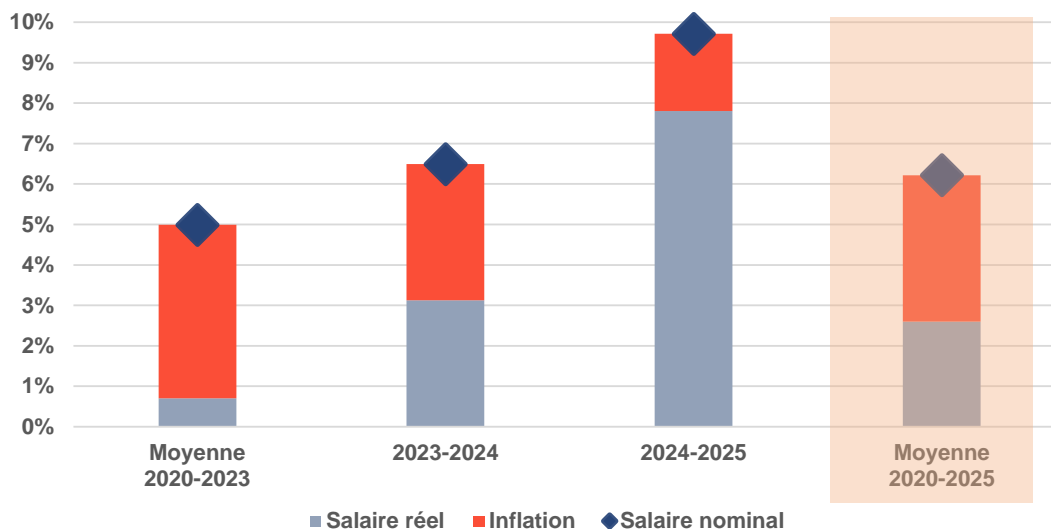


Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

En moyenne, la croissance du salaire offert pour les postes vacants dépasse largement l'inflation

Le salaire offert en moyenne pour l'ensemble des postes vacants a augmenté de 9,7 % au Québec entre le premier trimestre de 2024 et celui de 2025 pour s'établir à 28,80 \$ l'heure. Compte tenu de l'inflation, la croissance du salaire de 7,8 %, en termes réels, demeure substantielle. Elle découle en grande partie d'une l'inflation qui demeure relativement contenue à 1,9 %, au cours de la période. Sur cinq ans, la croissance annuelle moyenne du salaire offert atteint 6,2 % en termes nominaux et 2,6 % en termes réels, en grande partie en raison des résultats de la dernière année.

Graphique 11 – Variations annuelles du salaire horaire offert en moyenne (postes vacants) et inflation au 1^{er} trimestre, 2024 à 2025 et périodes récentes (données non désaisonnalisées)



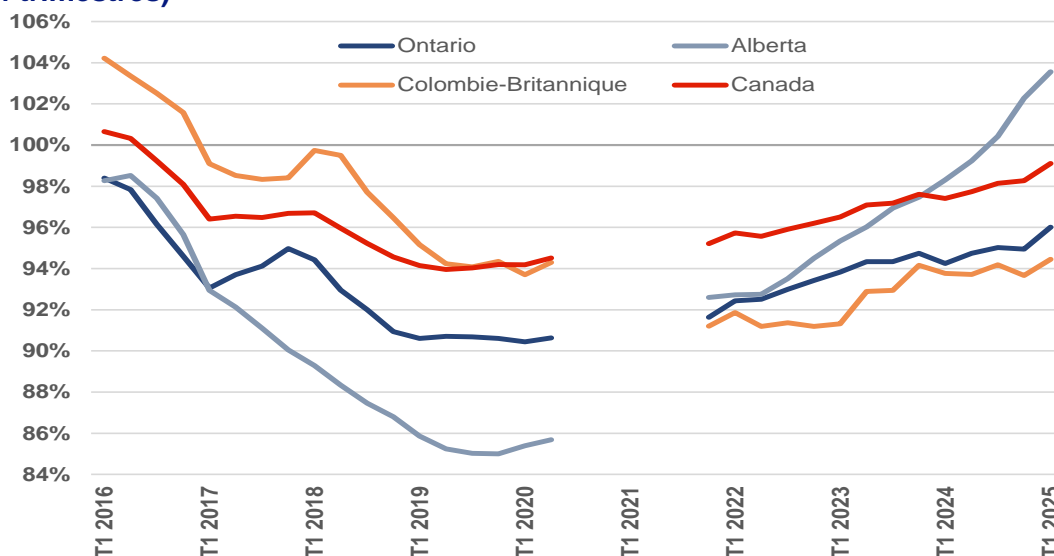
Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Indice des prix à la consommation (IPC)*, <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/3877>

Le salaire offert en moyenne pour les postes vacants (28,80 \$ l'heure) demeurait légèrement inférieur à la moyenne canadienne (28,90 \$) au premier trimestre de 2025 tandis qu'il demeurait inférieur à ceux offerts en Ontario (29,85 \$) et en Colombie-Britannique (30,35 \$). Il était par ailleurs supérieur à celui observé en Alberta (27,50 \$) et à celui offert dans chacune des six autres provinces.

Les moyennes provinciales sont toutefois influencées par le type de postes vacants offert. En comparaison des autres provinces, le Québec demeure la province canadienne qui a le plus de postes vacants (61,3 %) exigeant plus qu'un diplôme d'études secondaires, ce qui devrait en principe pousser à la hausse la moyenne du salaire qui y est offert. À ce titre, l'Alberta, dont plus du tiers des postes vacants nécessite des études postsecondaires (37,9 %), se compare désavantageusement lorsqu'on observe les salaires offerts dans les deux provinces.

Par rapport aux autres grandes provinces et au Canada, la tendance du salaire moyen offert pour les postes vacants au Québec est en rattrapage depuis la pandémie et dépasse la parité avec beaucoup d'entre elles², alors qu'elle était plutôt à la baisse dans les années qui l'ont précédée. Le Québec frôle ainsi la parité avec le Canada.

Graphique 12 – Salaire horaire moyen offert pour les postes vacants au Québec en proportion de celui offert en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Canada, du 1^{er} trimestre 2016 au 1^{er} trimestre 2025 (moyennes mobiles 4 trimestres)

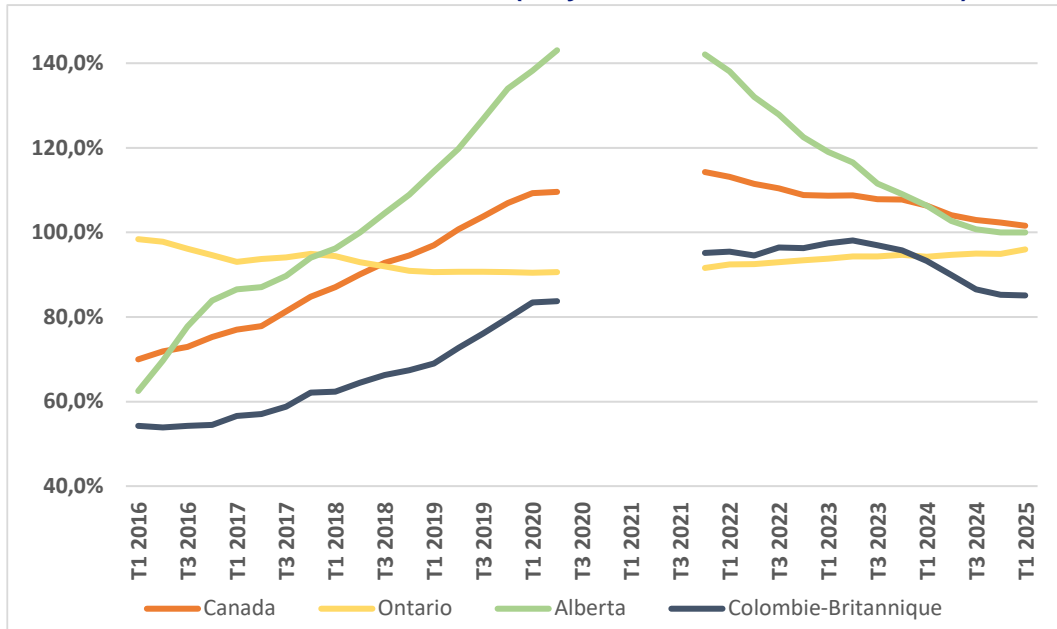


Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Le rapport entre le salaire offert au Québec et celui offert dans les autres grandes provinces et au Canada a évolué à l'inverse du rapport entre leurs taux de postes vacants. Alors que le salaire offert au Québec s'écartait à la baisse avant la pandémie (graphique 13), son taux de postes vacants s'écartait à la hausse (graphique 14). Le rattrapage salarial postpandémique au Québec a coïncidé, à l'inverse, avec le retour vers la moyenne de son taux de postes vacants.

² Ces provinces sont : Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Manitoba et Saskatchewan.

Graphique 13 – Taux de postes vacants au Québec en proportion du taux de postes vacants en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Canada, du 1^{er} trimestre 2016 au 1^{er} trimestre 2025 (moyennes mobiles 4 trimestres)

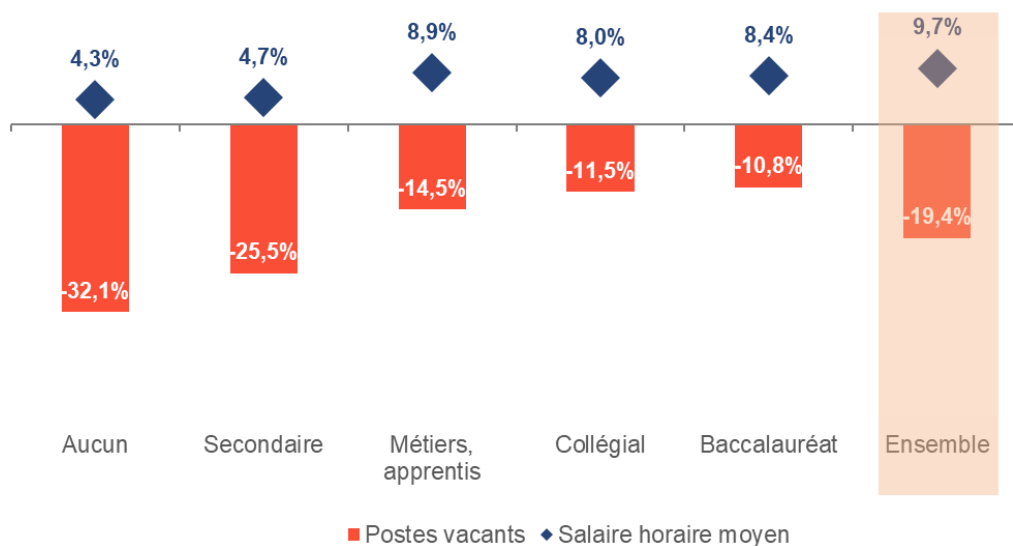


Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

La chute du nombre de postes vacants exigeant peu de scolarité gonfle la croissance moyenne des salaires, mais celle-ci dépasse l’inflation dans la grande majorité des cas

Entre le premier trimestre de 2024 et celui de 2025, le salaire moyen offert pour les postes vacants a crû de 4,7 % pour ceux requérant des études secondaires complétées à 8,4 % pour ceux exigeant un baccalauréat. L’importante baisse du nombre de postes vacants requérant un diplôme d’études secondaires ou moins, qui sont les moins bien rémunérés, a toutefois poussé à la hausse la croissance moyenne du salaire offert pour l’ensemble des postes vacants; elle était de 9,7 %.

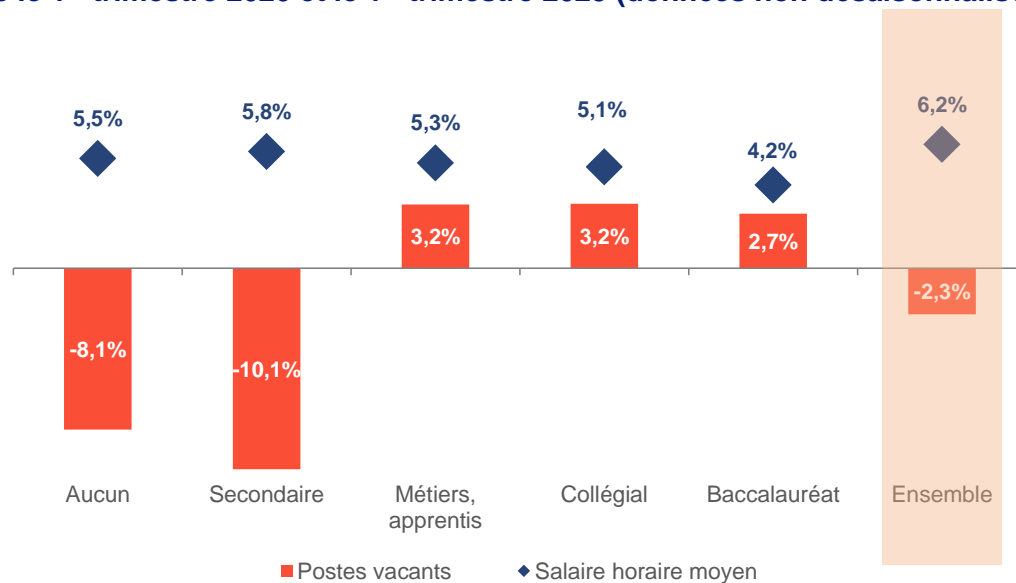
Graphique 14 – Variation annuelle du nombre de postes vacants et du salaire offert pour les postes vacants selon le certificat ou le diplôme demandé, du 1^{er} trimestre de 2024 à celui de 2025 (données non désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Par ailleurs, entre le premier trimestre de 2020 et celui de 2025, la hausse du salaire offert a atteint en moyenne 5,5 % par année pour les candidats n'ayant aucun diplôme et 5,8 % par année pour ceux qui ont un diplôme secondaire. Ces hausses ont probablement contribué, avec la baisse de la demande, à la baisse du nombre de postes vacants offerts aux candidats relativement peu scolarisés.

Graphique 15 – Variation annuelle moyenne du nombre de postes vacants et du salaire offert pour les postes vacants selon le certificat ou le diplôme demandé, entre le 1^{er} trimestre 2020 et le 1^{er} trimestre 2025 (données non désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

La croissance du salaire offert en moyenne pour les postes vacants a dépassé l'inflation, qui était de 3,3 % par année en moyenne, pour la majorité des niveaux de scolarité depuis la pandémie. La hausse en termes réels est de 0,9 % pour les diplômés universitaires, alors qu'elle atteint 2,2 % pour les candidats sans diplôme et 2,6 % pour les détenteurs d'un DES.

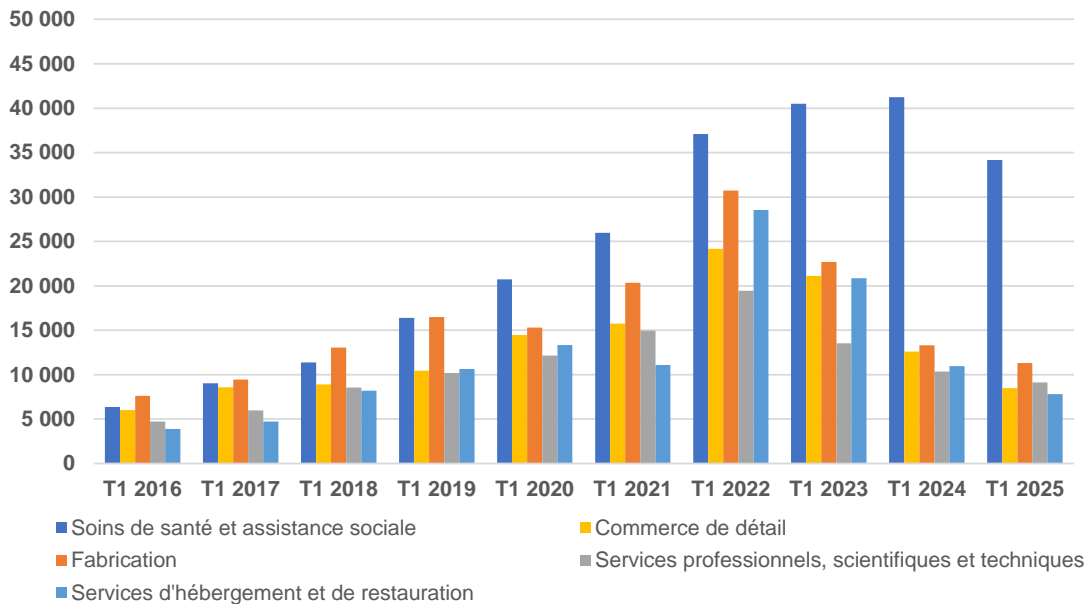
Le nombre de postes vacants recule dans presque tous les secteurs d'activité

Le nombre de postes vacants a reculé dans la majorité des secteurs d'activité entre le premier trimestre de 2024 et celui de 2025 (tableau B3), trois d'entre eux ayant résisté au recul. Ces secteurs qui ont vu le nombre de postes vacants augmenter sont ceux des administrations publiques (+12,2%), de la construction (+6,0 %), ainsi que celui des services immobiliers et services de location et de location à bail (+4,2 %).

Trois secteurs ont affiché des reculs de plus de 3 000 postes vacants au cours de la dernière année, soit le secteur de la santé (-17,2 %), le commerce de détail (-32,6 %), les services d'hébergement et de restauration (-28,7 %). Toutefois, la baisse en proportion était plus grande dans les secteurs suivants : Autres services (sauf les administrations publiques) (-39,2 %), transport et entreposage (-34,7 %), ainsi que arts, spectacles et loisirs (-34,2 %).

Au premier trimestre de 2025, malgré les récentes baisses, le secteur des soins de santé et d'assistance sociale affichait plus de deux fois le nombre de postes vacants (34 170) du premier trimestre de 2019 (16 395).

Graphique 16 – Nombre de postes vacants dans les cinq secteurs en comptant le plus, du 1^{er} trimestre 2016 au 1^{er} trimestre 2025 (données non désaisonnalisées)



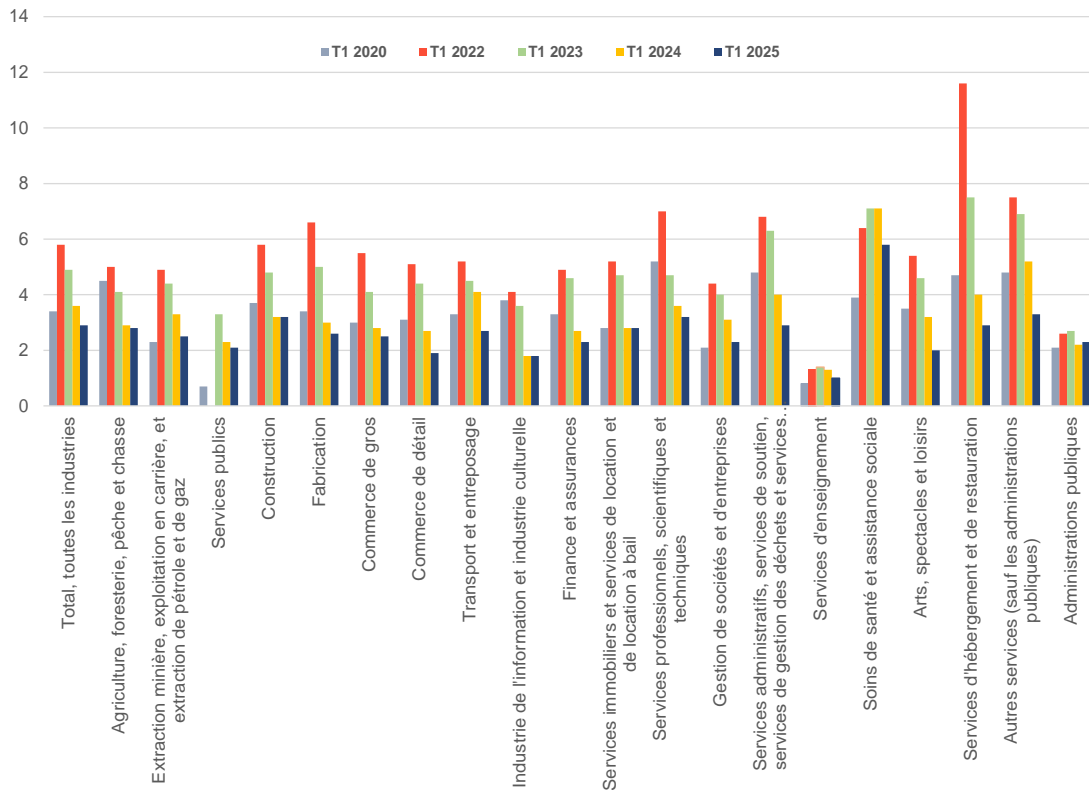
Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Le taux de postes vacants a aussi diminué dans tous les secteurs d'activité à l'exception de ceux de la construction (3,2 %), de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle (1,8 %), des services immobiliers et services de location et de location à bail (2,8 %), qui sont tous demeurés au même taux qu'un an auparavant, et des administrations publiques (+0,1 p.p. à 2,3 %) (tableau B4).

C'est le secteur des soins de santé et assistance sociale qui, malgré un recul annuel de 1,3 p.p., affichait le taux de postes vacants le plus élevé au premier trimestre de 2025 à 5,8 %. Il avait atteint un sommet de 8,4 % au troisième trimestre de 2022. Les autres services (qui excluent les administrations publiques) ont continué d'être parmi les secteurs avec les taux de postes vacants les plus élevés, à 3,3 %, et ce, malgré la baisse la plus importante de tous les secteurs (1,9 p.p.).

Près de la moitié (49,6 %) des postes vacants dans le secteur des soins de santé et d'assistance sociale étaient affichés depuis 90 jours ou plus au premier trimestre de 2025. Ce secteur se démarquait d'ailleurs avec un taux de postes vacants de longue durée de 2,9 %, soit un taux de plus de deux fois supérieur à celui du secteur qui le suivait, celui des autres services à 1,2 %. Les deux seuls autres secteurs à avoir un taux de postes vacants de longue durée qui dépasse celui de l'ensemble des secteurs (1,0 %) sont ceux de l'agriculture, foresterie, pêche et chasse et des services immobiliers et services de location et de location à bail, tous deux à 1,1 %.

Graphique 17 – Taux de postes vacants par secteur d'activité économique au 1^{er} trimestre, 2020 à 2025 (données non désaisonnalisées)



Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Le nombre de postes vacants recule également dans la grande majorité des groupes professionnels

Entre le premier trimestre de 2024 et celui de 2025, le nombre de postes vacants a augmenté dans seulement neuf des 40 groupes professionnels pour lesquels ces données sont disponibles³. Ces augmentations demeurent modestes, dépassant les 100 postes vacants additionnels dans seulement trois cas, soit les cadres intermédiaires des métiers, des transports, de la production et des services d'utilité publique (+350; +72,9 %), le personnel d'encadrement intermédiaire spécialisé dans les services administratifs, les services financiers et commerciaux et la communication (sauf la radiodiffusion) (+240 ; +14,3 %) et les cadres intermédiaires de la fabrication et des services d'utilité publique (+150; +34,5 %).

Seulement cinq des 30 groupes professionnels comptant au moins 500 postes vacants au premier trimestre de 2025 affichaient plus de postes vacants qu'un an auparavant. Outre ceux mentionnés précédemment, soulignons les cadres intermédiaires spécialisés/cadres intermédiaires spécialisées en génie, en architecture, en sciences et en systèmes informatiques (+65; +11,0 %) et le personnel de supervision dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique et opérateurs/opératrices et contrôleurs/contrôleuses d'utilités publiques (+45; +8,8 %).

Le personnel de soutien aux ventes et services est le groupe professionnel qui affichait la plus grande baisse du nombre de postes vacants depuis l'an dernier (-5 015 ; -31,3 %). Les représentants/représentantes des ventes et du service et autres professions des services à la clientèle et personnels sont les seuls autres à avoir vu leur effectif également diminuer de plus de 2 000 postes vacants (-3 865; -34,3 %).

Parmi les mêmes groupes professionnels, ceux dont le salaire offert a augmenté de plus de 10 % entre le premier trimestre de 2024 et celui de 2025 sont les suivants : le personnel professionnel des soins de santé (+17 % ; +4,95 \$), le personnel de

3. Sur un total de 45 groupes professionnels.

supervision des ventes au détail et des services et personnel des ventes et des services spécialisés (+13,0 %; +3,20 \$), le personnel technique des soins de santé (+12,3 %; +3,20 \$), les cadres intermédiaires spécialisés/cadres intermédiaires spécialisées en génie, en architecture, en sciences et en systèmes informatiques (+11,9 %; +6,50 \$), le personnel professionnel du droit, d'enseignement, des services gouvernementaux, sociaux et communautaires (+11,1 %; +3,55 \$) et les représentants/représentantes des ventes et du service et autres professions des services à la clientèle et personnels (+10,3 %; +2,00 \$).

Annexe A
Principaux résultats de l'EPVS
(données désaisonnalisées)

Tableau A1 – Nombre de postes vacants au premier trimestre de 2025 et variation depuis un trimestre, une année, et depuis la pandémie, Canada et provinces (données désaisonnalisées)

Provinces	Nombre au dernier trimestre	Variations en nombre et en % depuis		
		1 trimestre	1 an	L'avant-pandémie
	T1 2025	T4 2024	T1 2024	T4 2019
Canada	524 270	-20 645 -3,8 %	-116 050 -18,1 %	-5 455 -1,0 %
Terre-Neuve-et-Labrador	5 540	-190 -3,3 %	-600 -9,8 %	725 15,1 %
Île-du-Prince-Édouard	2 500	-210 -7,7 %	-430 -14,7 %	430 20,8 %
Nouvelle-Écosse	14 265	-285 -2,0 %	-1 610 -10,1 %	2 415 20,4 %
Nouveau-Brunswick	8 865	-675 -7,1 %	-2 110 -19,2 %	-830 -8,6 %
Québec	120 385	-9 525 -7,3 %	-28 860 -19,3 %	-13 555 -10,1 %
Ontario	186 455	3 360 1,8 %	-38 980 -17,3 %	-7 255 -3,7 %
Manitoba	19 840	-1 220 -5,8 %	-3 455 -14,8 %	3 765 23,4 %
Saskatchewan	17 565	-710 -3,9 %	-3 835 -17,9 %	6 210 54,7 %
Alberta	61 660	-4 325 -6,6 %	-14 960 -19,5 %	12 895 26,4 %
Colombie-Britannique	85 065	-6 560 -7,2 %	-20 325 -19,3 %	-10 345 -10,8 %

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Tableau A2 – Taux de postes vacants et ratio du nombre de personnes en chômage par poste vacant, premier trimestre de 2025 et périodes récentes, Canada et provinces (données désaisonnalisées)

Taux de postes vacants (%)	Avant la pandémie T4 2019	Année précédente T1 2024	Trimestre précédent T4 2024	Dernier trimestre T1 2025
Canada	3,1	3,6	3,0	2,9
Terre-Neuve-et-Labrador	2,3	3,0	2,8	2,7
Île-du-Prince-Édouard	3,1	4,0	3,7	3,4
Nouvelle-Écosse	2,9	3,6	3,3	3,2
Nouveau-Brunswick	3,1	3,2	2,8	2,6
Québec	3,5	3,7	3,2	3,0
Ontario	3,0	3,3	2,7	2,7
Manitoba	2,6	3,7	3,3	3,1
Saskatchewan	2,4	4,2	3,5	3,4
Alberta	2,4	3,6	3,1	2,9
Colombie-Britannique	4,0	4,2	3,6	3,4
Pers. en chômage / poste vacant	Avant la pandémie T4 2019	Année précédente T1 2024	Trimestre précédent T4 2024	Dernier trimestre T1 2025
Canada	2,2	2,0	2,8	2,8
Terre-Neuve-et-Labrador	6,6	4,5	5,0	5,1
Île-du-Prince-Édouard	3,2	2,4	3,3	3,0
Nouvelle-Écosse	3,5	2,3	2,4	2,4
Nouveau-Brunswick	3,2	2,8	3,2	3,4
Québec	1,8	1,5	2,2	2,2
Ontario	2,2	2,5	3,6	3,6
Manitoba	2,3	1,6	2,2	2,4
Saskatchewan	3,2	1,5	2,1	1,9
Alberta	3,5	2,2	3,0	3,0
Colombie-Britannique	1,5	1,6	2,0	2,2

Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires* et *Enquête sur la population active*.

Tableau A3 – Nombre de postes vacants au premier trimestre de 2025 et variation depuis un trimestre, une année, et depuis la pandémie par région du Québec (données désaisonnalisées)

	Nombre au dernier trimestre	Variations en nombre et en % depuis		
		1 trimestre	1 an	L'avant-pandémie
	T1 2025	T4 2024	T1 2024	T4 2019
Ensemble du Québec	120 385	-9 525 -7,3 %	-28 860 -19,3 %	-13 555 -10,1 %
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 110	50 4,7 %	125 12,7 %	305 37,9 %
Bas-Saint-Laurent	2 230	-130 -5,5 %	-305 -12,0 %	-475 -17,6 %
Capitale-Nationale	11 340	-1 000 -8,1 %	-3 810 -25,1 %	-3 725 -24,7 %
Chaudière-Appalaches	5 700	425 8,1 %	-420 -6,9 %	-2 115 -27,1 %
Estrie	7 420	-1 365 -15,5 %	-2 145 -22,4 %	3 065 70,4 %
Centre-du-Québec	3 825	305 8,7 %	-380 -9,0 %	-290 -7,0 %
Montréal	18 275	-1 145 -5,9 %	-4 325 -19,1 %	-2 520 -12,1 %
Montréal	33 235	-3 520 -9,6 %	-9 215 -21,7 %	-11 210 -25,2 %
Laval	6 355	2 120 50,1 %	850 15,4 %	-210 -3,2 %
Lanaudière	6 570	-235 -3,5 %	-1 680 -20,4 %	1 430 27,8 %
Laurentides	6 965	-4 050 -36,8 %	-4 410 -38,8 %	-1 705 -19,7 %
Outaouais	3 260	-490 -13,1 %	-1 550 -32,2 %	-640 -16,4 %
Abitibi-Témiscamingue	3 880	335 9,4 %	-510 -11,6 %	1 770 83,9 %
Mauricie	4 050	-110 -2,6 %	-580 -12,5 %	1 075 36,1 %
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 930	-530 -15,3 %	-920 -23,9 %	125 4,5 %
Côte-Nord et Nord-du-Québec	3 230	-195 -5,7 %	400 14,1 %	1 550 92,3 %

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Tableau A4 – Taux de postes vacants, premier trimestre de 2025 et périodes récentes, par région du Québec (données désaisonnalisées)

Taux de postes vacants (%)	Avant la pandémie T4 2019	Année précédente T1 2024	Trimestre précédent T4 2024	Dernier trimestre T1 2025
Ensemble du Québec	3,5	3,7	3,2	3,0
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	2,6	2,9	3,0	3,2
Bas-Saint-Laurent	3,6	3,4	2,8	2,8
Capitale-Nationale	4,2	3,9	3,1	2,7
Chaudière-Appalaches	4,3	3,0	2,5	2,6
Estrie	3,3	5,6	5,3	4,8
Centre-du-Québec	3,7	3,5	2,9	3,1
Montérégie	3,7	3,7	3,2	3,0
Montréal	3,2	3,3	2,9	2,5
Laval	3,8	3,2	2,6	3,9
Lanaudière	3,3	4,4	3,6	3,4
Laurentides	4,2	4,6	4,5	2,9
Outaouais	3,7	4,0	3,1	2,7
Abitibi-Témiscamingue	3,0	5,2	4,2	4,7
Mauricie	3,0	4,0	3,6	3,6
Saguenay—Lac-Saint-Jean	2,5	3,2	2,6	2,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec	3,1	3,9	4,8	4,5

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Annexe B
Résultats détaillés de l'EPVS
(données non désaisonnalisées)

Tableau B1 – Évolution des postes vacants au premier trimestre, 2022 à 2025 (données non désaisonnalisées)

		T1 2022	T1 2023		T1 2024			T1 2025			
		Nombre	Nombre	Var. nombre	Var. %	Nombre	Var. nombre	Var. %	Nombre	Var. nombre	Var. %
Nombre d'employés salariés	Québec	3 656 640	3 794 630	137 990	3,8	3 810 115	15 485	0,4	3 852 405	42 290	1,1
	Canada	16 171 690	16 865 200	693 510	4,3	17 049 855	184 655	1,1	17 221 425	171 570	1,0
Nombre de postes vacants – Total	Québec	224 290	196 515	-27 775	-12,4	143 375	-53 140	-27,0	115 515	-27 860	-19,4
	Canada	890 495	781 250	-109 245	-12,3	601 755	-179 495	-23,0	490 170	-111 585	-18,5
Nombre de postes vacants – 90 jours et plus	Québec	99 745	83 780	-15 965	-16,0	56 680	-27 100	-32,3	40 415	-16 265	-28,7
	Canada	319 370	289 365	-30 005	-9,4	207 045	-82 320	-28,4	153 105	-53 940	-26,1
Moyenne du salaire horaire offert (\$)	Québec	23,20	24,65	1,45	6,3	26,25	1,60	6,5	28,80	2,55	9,7
	Canada	24,20	25,40	1,20	5,0	27,25	1,85	7,3	28,90	1,65	6,1
		Taux (%)	Taux (%)	Var. pts de %		Taux (%)	Var. pts de %		Taux (%)	Var. pts de %	
Taux de postes vacants	Québec	5,8	4,9	-0,9		3,6	-1,3		2,9	-0,7	
	Canada	5,2	4,4	-0,8		3,4	-1,0		2,8	-0,6	
Taux de postes vacants – 90 jours et plus ¹	Québec	2,6	2,1	-0,5		1,4	-0,7		1,0	-0,4	
	Canada	1,9	1,6	-0,3		1,2	-0,4		0,9	-0,3	

1. Estimation du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, secteur de l'Emploi.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Tableau B2 – Nombre de postes vacants, variation du nombre de postes vacants et salaire horaire moyen des postes vacants, par groupe professionnel, premier trimestre de 2025 (données non désaisonnalisées)

Groupe professionnel	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
Ensemble des professions	115 515	-19,4	28,80
31 Personnel professionnel des soins de santé	11 145	-6,8	34,10
65 Personnel de soutien aux ventes et services	11 005	-31,3	18,15
72 Officiers/officières et contrôleurs/contrôleuses des métiers techniques et des transports	10 150	-6,4	31,85
64 Représentants/représentantes des ventes et du service et autres professions des services à la clientèle et personnels	7 415	-34,3	21,45
33 Personnel de soutien des services de santé	6 445	-21,7	25,85
42 Services de protection publique de première ligne et personnel paraprofessionnel des services juridiques, sociaux, communautaires et de l'enseignement	6 030	-18,0	24,00
32 Personnel technique des soins de santé	5 820	-17,6	29,25
21 Personnel professionnel des sciences naturelles et appliquées	5 515	-26,4	43,05
22 Personnel technique assimilé aux sciences naturelles et appliquées	4 810	-4,9	30,55
41 Personnel professionnel du droit, d'enseignement, des services gouvernementaux, sociaux et communautaires	4 700	-6,3	35,45
11 Personnel professionnel en finance et en gestion des affaires	4 440	-4,8	35,75
13 Personnel administratif et personnel de la logistique du transport	4 435	-20,1	25,55
73 Métiers généraux	4 355	-17,9	26,45
63 Personnel des ventes et des services	3 215	-24,8	21,00
14 Personnel de soutien administratif et finance et en logistiques de chaîne d'approvisionnement	3 090	-31,9	22,60
94 Opérateurs/opératrices de machines, monteurs/monteuces et inspecteurs/inspectrices dans le traitement, la fabrication et l'impression	2 835	-25,3	24,10
12 Personnel de supervision du travail administratif et financier et personnel administratif spécialisés	2 240	-17,8	30,95
75 Aides et ouvriers/ouvrières et autres opérateurs/opératrices et manœuvres de transport et personnel assimilé	2 160	-40,1	24,70
60 Cadres intermédiaires dans le commerce de détail, de gros et des services à la clientèle	2 065	-21,9	28,85
10 Personnel d'encadrement intermédiaire spécialisé dans les services administratifs, les services financiers et commerciaux et la communication (sauf la radiodiffusion)	1 915	14,3	48,05
62 Personnel de supervision des ventes au détail et des services et personnel des ventes et des services spécialisés	1 815	-5,0	27,90
95 Manœuvres dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique	1 245	-28,2	21,80
54 Personnel de soutien des sports	1 110	-17,8	20,20

Groupe professionnel	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
70 Cadres intermédiaires des métiers, des transports, de la production et des services d'utilité publique	830	72,9	43,15
74 Personnel au courrier et à la distribution de messages, autres conducteurs/conductrices de matériel de transport et personnel d'entretien assimilé	790	-64,6	F
85 Manœuvres à la récolte, en aménagement paysager et en ressources naturelles	720	-20,9	20,50
52 Personnel technique des arts, de la culture et des sports	680	-0,7	32,00
20 Cadres intermédiaires spécialisés/cadres intermédiaires spécialisées en génie, en architecture, en sciences et en systèmes informatiques	655	11,0	60,90
90 Cadres intermédiaires de la fabrication et des services d'utilité publique	585	34,5	44,85
92 Personnel de supervision dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique et opérateurs/opératrices et contrôleurs/contrôleuses d'utilités publiques	555	8,8	33,25
84 Travailleurs/travailleuses en ressources naturelles, en agriculture et en production connexe	470	8,0	26,45
44 Prestataires de soins et personnel de soutien de juridique et de la protection du public	410	-45,7	22,70
51 Personnel professionnel des arts et de la culture	370	-14,0	35,15
40 Directeurs/directrices de la fonction publique, de l'enseignement et des services sociaux et communautaires et des services de la protection du public	290	20,8	42,70
43 Personnel de soutien en éducation et en protection juridique et publique	230	-8,0	26,45
53 Personnel des arts, de la culture et des sports	185	N.D.	25,60
45 Surveillants/surveillantes d'élèves, brigadiers/brigadières et autres professions connexes	155	-24,4	23,00
93 Opérateurs/opératrices de poste central de contrôle et monteurs/monteuces et inspecteurs/inspectrices de montage d'aéronefs	130	62,5	27,50
00 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	125	-52,8	72,65
50 Cadres intermédiaires spécialisés/cadres intermédiaires spécialisées des arts, de la culture, des sports et des loisirs	75	114,3	42,55
30 Cadres intermédiaires spécialisés/cadres intermédiaires spécialisées des soins de santé	55	-31,3	74,35
80 Cadres intermédiaires de la production et de l'agriculture	35	N.D.	42,60
83 Personnel en ressources naturelles et en production connexe	F	N.D.	30,85
82 Superviseurs/superviseuses en ressources naturelles, en agriculture et en production connexe	F	N.D.	30,45
55 Personnel de soutien des arts et de la culture	F	N.D.	F

F : Trop peu fiable pour être publié.

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Tableau B3 – Nombre de postes vacants, variation du nombre de postes vacants et salaire horaire moyen des postes vacants, par secteur d'activité économique, premier trimestre de 2025 (données non désaisonnalisées)

Secteurs d'activité économique	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (nombre)	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
Administrations publiques	2 950	320	12,2	29,10
Construction	7 540	425	6,0	33,40
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1 630	65	4,2	25,55
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 350	-25	-1,8	36,35
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 410	-50	-3,4	24,30
Services publics	690	-65	-8,6	35,05
Commerce de gros	4 670	-600	-11,4	30,30
Services professionnels, scientifiques et techniques	9 135	-1 200	-11,6	38,55
Fabrication	11 315	-1 970	-14,8	30,15
Finance et assurances	4 040	-745	-15,6	34,65
Soins de santé et assistance sociale	34 170	-7 080	-17,2	28,40
Ensemble des industries	115 515	-27 860	-19,4	28,80
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	520	-135	-20,6	38,20
Services d'enseignement	3 860	-1 100	-22,2	30,40
Gestion de sociétés et d'entreprises	630	-230	-26,7	40,90
Services d'hébergement et de restauration	7 795	-3 145	-28,7	17,65
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	4 625	-2 050	-30,7	25,15
Commerce de détail	8 485	-4 100	-32,6	23,00
Arts, spectacles et loisirs	1 330	-690	-34,2	23,40
Transport et entreposage	4 865	-2 585	-34,7	27,35
Autres services (sauf les administrations publiques)	4 505	-2 905	-39,2	26,45

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Tableau B4 – Évolution du taux de postes vacants par secteur d'activité économique au premier trimestre, 2022 à 2025 (données non désaisonnalisées)

Secteurs d'activité économique	T1 2022	T1 2023	T1 2024	T1 2025
Soins de santé et assistance sociale	6,4	7,1	7,1	5,8
Autres services (sauf les administrations publiques)	7,5	6,9	5,2	3,3
Construction	5,8	4,8	3,2	3,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	7,0	4,7	3,6	3,2
Ensemble des industries	5,8	4,9	3,6	2,9
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	6,8	6,3	4,0	2,9
Services d'hébergement et de restauration	11,6	7,5	4,0	2,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5,0	4,1	2,9	2,8
Services immobiliers et services de location et de location à bail	5,2	4,7	2,8	2,8
Transport et entreposage	5,2	4,5	4,1	2,7
Fabrication	6,6	5,0	3,0	2,6
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	4,9	4,4	3,3	2,5
Commerce de gros	5,5	4,1	2,8	2,5
Finance et assurances	4,9	4,6	2,7	2,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	4,4	4,0	3,1	2,3
Administrations publiques	2,6	2,7	2,2	2,3
Services publics	F	3,3	2,3	2,1
Arts, spectacles et loisirs	5,4	4,6	3,2	2,0
Commerce de détail	5,1	4,4	2,7	1,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	4,1	3,6	1,8	1,8
Services d'enseignement	1,3	1,4	1,3	1,0

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Tableau B5 – Nombre de postes vacants, variation annuelle du nombre de postes vacants et salaire horaire moyen des postes vacants, par région du Québec, premier trimestre de 2025 (données non désaisonnalisées)

Régions	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (nombre)	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
Laval	5 910	905	18,1	28,80
Côte-Nord et Nord-du-Québec	3 035	385	14,5	27,60
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 035	130	14,4	26,95
Chaudière-Appalaches	5 340	-380	-6,6	27,75
Centre-du-Québec	3 565	-370	-9,4	27,40
Abitibi-Témiscamingue	3 785	-430	-10,2	29,10
Bas-Saint-Laurent	2 090	-300	-12,6	26,10
Mauricie	3 830	-555	-12,7	26,55
Montréal	17 530	-3 960	-18,4	27,75
Lanaudière	6 525	-1 550	-19,2	27,55
Ensemble du Québec	115 515	-27 860	-19,4	28,80
Montréal	32 730	-9 130	-21,8	31,55
Estrie	7 070	-2 225	-23,9	27,80
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 825	-920	-24,6	26,60
Capitale-Nationale	10 630	-3 630	-25,5	28,50
Outaouais	2 950	-1 530	-34,2	28,95
Laurentides	6 675	-4 300	-39,2	26,05

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.

Tableau B6 – Nombre de postes vacants, variation annuelle du nombre de postes vacants et salaire horaire moyen des postes vacants, par niveau de scolarité exigé, premier trimestre de 2025 (données non désaisonnalisées)

Niveau de scolarité exigé	Nombre de postes vacants	Variation annuelle (nombre)	Variation annuelle (%)	Salaire horaire moyen (\$)
Aucune scolarité minimale recherchée	23 935	-11 320	-32,1	20,65
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	20 800	-7 115	-25,5	23,45
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	20 620	-3 495	-14,5	28,85
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	25 340	-3 295	-11,5	29,60
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	2 965	-305	-9,3	34,60
Baccalauréat	17 640	-2 125	-10,8	40,80
Diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat	4 215	-210	-4,7	41,90
Tous les niveaux de scolarité minimale recherchée	115 515	-27 860	-19,4	28,80

Source : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*.